

<https://ricochets.cc/Legislatives-en-democrature-la-5eme-republique-permet-le-coup-d-Etat-institutionnel-et-la-dictature-Macron-ne-s-en-privé-pas-7722.html>



# Législatives en démocratie : la 5e république permet le coup d'Etat institutionnel et la dictature. Macron ne s'en prive



pas

Publication date: vendredi 12 juillet 2024

- Les Articles -

---

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

---

**Le tyran Macron ne fait qu'utiliser [les règles bien pourraves de la Ve République anti-démocratique](#),** bourgeoise, et anti-populaire, et le flou volontaire de la démocratie en place permet au pouvoir de réinterpréter les choses comme ça l'arrange, et de manière parfaitement opposée à auparavant si besoin.

Le forcené de l'Élysée était prêt à nommer Bardella Premier Ministre même si le RN arrivait en tête sans obtenir de majorité absolue. Là le Nouveau Front Populaire est en tête, et il n'est pas question pour le bloc bourgeois de nommer un 1er ministre France Insoumise...

**Comme auparavant, les macronistes préfèrent largement encore plus pencher (voir se coaliser) vers l'extrême droite que laisser la gauche réformiste gouverner.**

**Les élections c'est de la daube dans cette non-démocratie (oligarchie électorale), mais on voit bien (comme le coup du traité européen ultra-libéral rejeté par le vote en 2005, puis finalement adopté en force) que même les votes sont allégrement piétinés et réarrangés par le pouvoir en place en fonction de ses intérêts du moment.**

L'immonde régime bourgeois n'a pour l'instant même pas besoin de se donner les pleins pouvoirs via l'article 16 pour naviguer à sa guise.

- ▶ Après tout, il n'y a pas de raison que le système électoral de la démocratie ne bénéficie qu'à l'extrême centre, et pas à la gauche. A charge ensuite à la gauche, si elle est poussée par « la rue », d'instaurer la démocratie réelle et de démanteler le capitalisme, ce qui permettrait de s'éloigner de la démocratie.

Plusieurs branches de syndicats (Cheminots, Hôpitaux de Paris appellent à des manifs et grèves le 18 juillet. D'autres invitent à démarrer une grande grève lors des JO.

**Mais on est encore loin d'un soulèvement à la hauteur de la situation, d'un mouvement « spontané » vers une grève générale dure et longue accompagnée de toutes les autres modalités habituelles de lutte (émeutes, manifs, sabotages, occupations, blocages...).**

Rester sages, attentistes et légalistes c'est se ligoter, c'est se vouer à l'impuissance, c'est laisser le bloc bourgeois se maintenir et intriguer, c'est ouvrir une autoroute à l'extrême droite

**[Face à ce coup d'Etat institutionnel](#),** face à l'extrême-droitisation toujours plus accrue du bloc bourgeois, on a va encore rester sages, légalistes et passifs, à laisser passer l'été, à laisser les macronistes & co s'imposer, dicter la loi et magouiller pour rester au pouvoir ?!

**Mais c'est bien la loi le problème, le problème c'est (entre autre) la constitution de la Ve république, les institutions non-démocratiques, la domination bourgeoise et capitaliste, les médias des milliardaires, le totalitarisme du libre marché.** Face à tout ça, rester sages, attentistes et légalistes c'est se ligoter, c'est se vouer à l'impuissance, c'est laisser le bloc bourgeois radicalisé se maintenir et intriguer, c'est ouvrir une énorme autoroute à l'extrême droite.

**Faites une croix sur les vacances et les concerts pour vivre et attiser la révolte, ou acceptez le coup d'Etat, la soumission et le désastre politique, et donc l'accentuation des désastres sociaux, climatiques et écologiques.**

*(logo : coup d'État de Napoléon Bonaparte de 1851)*

# Nous assistons à un coup d'État

## ► [Nous assistons à un coup d'État](#)

Le 7 juillet dernier, les élections législatives anticipées déclenchées un mois plus tôt par le président de la République se terminaient, avec le résultat suivant : l'alliance de gauche Nouveau Front Populaire était, à la surprise générale, en tête, devant l'alliance présidentielle et le Rassemblement National et ses alliés de droite. Ces derniers étaient donnés favoris à l'issue du premier tour des élections mais grâce à la mise en place d'un cordon sanitaire pour réduire la concurrence des deux premières forces quand elles étaient face au RN, ce dernier a perdu. Le cordon sanitaire a fonctionné et nous sommes passés à côté de l'arrivée au pouvoir d'un parti d'extrême-droite aux ambitions racistes et autoritaires. Mais hélas, le régime actuel, lui-même autoritaire depuis des années, se sert de cette configuration particulière pour... effacer le résultat des urnes et se maintenir au pouvoir. Cela porte un nom.

Le gouvernement a perdu mais il reste en place et continue de gouverner

### **Le gouvernement a perdu mais il reste en place et continue de gouverner**

**Depuis que les macronistes ont perdu de façon spectaculaire aux élections... rien ne se passe. Le gouvernement Attal, qui n'a plus de majorité à l'Assemblée Nationale, continue de gouverner par décret.** Le décret est un véhicule juridique qui permet d'appliquer des mesures sans passer par le vote d'une loi au Parlement. De nombreux décrets sont encore passés, sur l'éducation et l'écologie, poursuivant les politiques macronistes en vigueur depuis 7 ans. Le ministre des finances Bruno Le Maire annonce, comme si de rien n'était, de nouvelles coupes budgétaires dans les services publics. Le ministère du travail a quant à lui autorisé par décret, mercredi, les viticulteurs à faire travailler leurs salariés sans jours de repos pendant les vendanges. Cette semaine, tout se déroule comme si le camp présidentiel n'avait pas perdu ces élections et pouvait donc continuer à exercer le pouvoir exécutif.

(...)

Macron commence par nous féliciter pour notre mobilisation pour ces élections législatives. Il y a de quoi, personne n'avait jamais autant participé à ce type de scrutin depuis 1981. Ensuite, il annonce que "personne ne l'a emporté". En effet, nous dit-il, aucune force n'a atteint la majorité absolue et toutes sont minoritaires à l'Assemblée Nationale. C'est vrai, en effet. Mais la dernière fois qu'une telle chose est arrivée c'était... il y a deux ans, quand son propre parti n'obtenait qu'une majorité relative de 245 sièges. Et personne ne s'était permis de dire que "personne" ne l'avait "emporté".

De la même façon, on sait que Jordan Bardella était envisagé comme Premier ministre par Emmanuel Macron même en cas de majorité relative et non pas absolue.

(...)

### **Macron invente de nouvelles règles pour garder le pouvoir**

Le piège s'est refermé sur nous et décidément le RN est la meilleure assurance vie du macronisme. Le cordon sanitaire qui s'est construit par des désistement de candidats arrivés troisième pour empêcher l'élection d'une majorité de députés RN s'est transformé, dans la bouche du président "en front républicain" qui partagerait des valeurs communes parmi lesquelles, "une orientation européenne", "les institutions républicaines", "le parlementarisme"... Le sens de notre vote de barrage à l'extrême-droite a été donc complètement détourné et requalifié par le Président. Nous voulions empêcher l'extrême-droite d'arriver au pouvoir, il en déduit que nous voulons préserver l'ordre établi et "une orientation européenne". On notera qu'il n'a pas inclus dans sa liste de valeur la "démocratie". Car c'est bien elle qu'il est en train de massacrer.

**Macron n'en est pas à sa première réinterprétation du barrage au RN** : les deux fois où il a été élu face à Marine Le Pen, il a transformé ce vote de rejet de l'extrême-droite en vote d'adhésion à sa personne et son projet. Mais la différence avec les manipulations précédentes du vote barrage au RN en sa faveur, c'est que cette fois-ci, le président s'en sert pour annuler le résultat d'une élection et conserver le pouvoir. Dans son courrier, Macron ne mentionne pas une seule fois la gauche ou le NFP. Il fait comme si sa victoire n'avait pas eu lieu et décide unilatéralement de l'attribuer plutôt à ce "front républicain" dont la liste des valeurs met son propre parti au centre du jeu.

**Il faut mesurer ce qu'il se passe : le parti du président a perdu les élections. Sans mécanisme de cordon sanitaire anti-RN, il aurait obtenu à peine quelques dizaines de sièges, comme les projections à l'issue du premier tour le prévoyait. Grâce aux candidats de gauche qui se sont désistés en faveur des candidats macronistes et aux électeurs de gauche qui ont voté pour eux pour barrer la route à l'extrême, son parti devient la seconde force à l'Assemblée Nationale.** Seconde, pas première. La gauche est en tête, quoi qu'on pense, quoi qu'on dise, quelle que soit sa haine de Mélenchon ou sa peur de la hausse du SMIC et de l'imposition des plus riches : c'est le jeu, c'est ainsi que nos institutions sont faites.  
(...)

Le président invente de nouvelles règles pour maintenir son gouvernement au pouvoir et attendre qu'une nouvelle majorité macroniste se forme après ralliement de la droite du Parti Socialiste et de la droite républicaine

**Le président invente de nouvelles règles pour maintenir son gouvernement au pouvoir et gagner du temps, pour attendre qu'une nouvelle majorité macroniste se forme après ralliement de la droite du Parti Socialiste et de la droite républicaine.** Macron triche, Macron attend que la tambouille l'emporte sur le résultat des urnes.

Il est évident que la majorité emportée par la gauche est fragile, avec 195 députés. Oui, pour passer des lois, le gouvernement qui en émergera devra composer avec d'autres forces politiques. Mais oui, un gouvernement sans majorité peut gouverner

**Pour la classe dominante, la gauche n'a en fait pas le droit d'exercer le pouvoir**

Tout est fait comme si il était impossible et illégal que la gauche en général, et la France Insoumise en particulier, puisse accéder au pouvoir

**Ce qui est fascinant et là où l'on voit que le piège se referme, c'est que la gauche a été tellement diabolisée au cours des derniers mois que sa victoire peut être annulée sans que les médias et une partie de la population ne crient au coup d'Etat. Tout est fait comme si il était impossible et illégal que la gauche en général, et la France Insoumise en particulier, puisse accéder au pouvoir.** Et par extension, comme s'il était impossible et inacceptable que nos institutions puissent être dirigées par un gouvernement qui augmentera le SMIC et l'imposition des plus riches.  
(...)

**Si ce gouvernement n'advient pas, le constat sera rude mais nécessaire : nous aurons voté mais notre vote n'aura servi à rien car il ne s'inscrit pas dans la destinée que la classe dominante conçoit pour nous. Il était parfaitement concevable pour le patronat et les grands médias que le RN accède au pouvoir. C'était la suite logique, l'histoire nécessaire pour que le pays continue son chemin. La victoire de la gauche est une anomalie profonde. Par conséquent, la classe dominante et Emmanuel Macron tentent tout simplement de l'effacer.**

Ce qui est en train de se produire est un auto-coup d'Etat : lorsque le pouvoir en place détourne les institutions et

réduit à néant la souveraineté populaire pour rester en place. **C'est une forme de coup d'Etat bien connu, que nous avons connu en France lorsque le président de la République Louis Napoléon Bonaparte a pris le pouvoir pour de bon** en mettant fin à celui de l'Assemblée Nationale, en décembre 1851, puis en devenant empereur. C'est ce qui est en train de se passer actuellement : Emmanuel Macron s'assoit sur le résultat des urnes et dénie au groupe majoritaire à l'Assemblée Nationale le droit de préparer un nouveau gouvernement.

Il semblerait qu'en France quand un vote ne plaît pas, le pouvoir s'arrange avec le résultat

**Cette situation rappelle aussi le traité européen de 2005 : les français avaient voté "non", mais les sarkozystes s'étaient assis sur leur vote en le faisant passer sous un autre nom quelques années plus tard, cette fois sans consulter directement le peuple.** Il semblerait qu'en France quand un vote ne plaît pas, le pouvoir s'arrange avec le résultat.

(...)

La réaction la plus vive, à ce stade, a été celle de la secrétaire générale de la CGT Sophie Binet qui a lancé une journée de mobilisation le 18 juillet. Il est nécessaire que toutes les personnes qui croient encore dans la démocratie et qui ne sont pas prêtes à avaler les mensonges du président et de ses alliés, se joignent à cette mobilisation. Les Jeux Olympiques vont bientôt démarrer et la bourgeoisie française veut en faire sa fête. Face à ce que son président nous inflige, faisons-lui vite la sienne.

► Article complet : [Nous assistons à un coup d'État](#)



**Législatives en démocratie : la 5e république permet le coup d'Etat institutionnel et la dictature, Macron ne s'en prive pas**

## **LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE BIEN DÉCIDÉES À « ENJAMBER » L'ÉLECTION**

Le coup d'Etat institutionnel se précise chaque jour plus clairement, la bourgeoisie radicalisée précise ses objectifs

**Pendant des années, on nous a appris dès l'école et répété dans les médias, que le verdict des urnes était sacré, que les élections étaient la seule méthode démocratique, que l'isoloir était un devoir et que contester**

**les élections était d'une gravité absolue. C'est sur cette base que les mouvements sociaux sont d'ailleurs régulièrement qualifiés « d'anti-démocratique » lorsqu'ils s'opposent à des dirigeants, qui, depuis 20 ans, arrivent d'ailleurs au pouvoir en profitant du vote « barrage ».**

Mais cette fois-ci, la bourgeoisie radicalisée n'a aucun problème à mépriser une élection, y compris lorsqu'elles se trouve aux plus haut sommet des institutions. Prenons Gérard Larcher. Il est président du Sénat, et le troisième homme le plus important de l'Etat. Si le président venait à démissionner par exemple, ce serait Gérard Larcher qui prendrait sa place temporairement.

Cet homme joufflu, présenté comme un honnête conservateur garant des institutions est en fait un trumpiste décomplexé. Voilà ce qu'il déclarait jeudi 11 juillet à la radio : « J'ai plaidé pour que nous prenions du temps, que nous enjambions la période importante où nous accueillons le monde aux Jeux olympiques et qu'ensuite, au début du mois de septembre, soit engagée la phase qui est la conséquence de ces élections ». **« Enjambrer » les JO : Gérard Larcher ne demande rien de moins que de maintenir un gouvernement battu dans les urnes au pouvoir pendant 2 ou 3 mois. Tranquille.**

**Le même estime que nommer un premier ministre du Nouveau Front Populaire ne « correspond pas à la volonté profonde des français » et qu'il « combattrait ce choix ». Il précise même : « je demanderai que ce gouvernement soit censuré ». Le président du Sénat appellera à destituer un gouvernement sorti des urnes.** Enfin, Gérard Larcher dit son souhait d'un gouvernement d'extrême droite. A propos du Rassemblement national, il ajoute : « je ne vois pas au nom de quoi il ne siégerait pas dans les instances ».

Résumons son projet : maintien d'un gouvernement macroniste battu électoralement, destitution de la gauche, pourtant arrivée en tête, et partage du pouvoir avec l'extrême droite arrivée troisième. Voilà la ligne de ceux qui se disent « républicains » et distribuent des brevets de respectabilité politique en France. **Même aux USA de Trump, le déni de démocratie n'est pas allé aussi loin.**

Gérard Larcher est un professionnel de la politique depuis 1983, soit 40 ans. Sénateur depuis 1986 puis président du Sénat depuis quasiment 15 ans, il est payé 15.735Euros par mois dont une partie non imposable. Il dispose d'une voiture de fonction, d'un chauffeur, de cuisiniers gastronomiques personnels, de voyages en train et en avion gratuits, plus une généreuse enveloppe pour rémunérer des assistants. Le 6 décembre dernier, Gérard insultait Mélenchon en s'écriant « ferme ta gueule » avec l'approbation souriante de journalistes. Précédemment, il n'avait pas de mots assez dur contre les mouvements sociaux, estimant qu'il fallait réduire les dépenses sociales. Lors de la révolte du monde agricole en janvier dernier, Gérard allait faire le show derrière un tracteur en déclarant que « hausser le ton » fait « partie du débat démocratique », pour justifier le saccage de préfecture et de bâtiments publics par la FNSEA.

**Gérard Larcher n'est pas un illuminé qui vrille dans son coin. Il est sur la ligne des élites françaises.**

Bruno Le Maire trouvait tout à fait légitime de gouverner sans tenir compte des voix venues du vote barrage. Par contre, quand la gauche arrive en tête, alors il faut donner le pouvoir au RN

Bruno Le Maire dans Libération estime : « La rancœur des 11 millions d'électeurs du RN va être énorme. On leur a volé la victoire par des alliances contre nature et des accords entre les partis ». **La rancœur des électeurs de gauche, humiliés à chaque scrutin, elle, n'existe même pas dans la tête de Bruno. Il a dit à Macron : « On aurait dû laisser le RN gouverner pendant un temps ». Donc, quand Macron a été élu deux fois grâce aux barrages contre le RN, ce n'était pas « contre-nature » pour Bruno Le Maire, qui trouvait tout à fait légitime de gouverner sans tenir compte des voix venues du vote barrage. Par contre, quand la gauche arrive en tête, alors il faut donner le pouvoir au RN.**

Un autre poids lourd du macronisme, Karl Olive, arpente le plateau de Cnews ce vendredi pour donner des gages à

l'extrême droite : « il faut écouter les français, les français veulent de la sécurité. Je suis pour les peines planchers. Je suis pour la refonte globale de l'excuse de minorité et la défiscalisation des heures supplémentaires ». Il poursuit : **« Je veux bien qu'on dise que ce sont des fachos, mais à un moment donné, quand vous avez plus de 30 % des Français qui votent pour le RN, il faut le prendre en considération »** . Traduction : le macronisme n'a aucune intention de parler des 30% de français qui ont placé le Front Populaire en tête à l'Assemblée, ni des préoccupations sociales, mais de sécurité, de police et de cadeaux aux patrons. Logique : le RN est totalement compatible avec sa vision du monde, et avec le programme qui est déjà appliqué.

**Une autre ministre macroniste, Rachida Dati, assène : « La majorité des Français ne veut pas du programme du Nouveau Front Populaire ». Si l'on suit sa logique, 80 % des français ne voulaient pas Macron au pouvoir, ni de sa réforme des retraites, qu'il a pourtant imposée. Chiche ? On annule les élections présidentielles de 2002, 2017 et 2022 ?**

Un ancien magistrat, Philippe Bilger, s'indigne sur Cnews que « 10 millions de citoyens puissent être exclus du gouvernement de la France ». Encore une fois, on croit rêver. Cela fait 20 ans que des dizaines de millions de français qui votent à gauche sont exclus de toutes décisions. Aux dernières présidentielles, Mélenchon a une nouvelle fois frôlé le second tour, et la gauche était, tous partis confondus, en tête au premier tour. A-t-elle contesté les élections ? Non. Elle aurait sans doute dû.

De son côté, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, un des hauts fonctionnaires les mieux payés de la République, près de 30.000Euros par mois, s'inquiète de la revalorisation du salaire minimum à 1.600Euros sur France Info. Et le syndicat agricole d'extrême droite la Coordination rurale menace de sortir « les fourches » en cas d'entrée au gouvernement des écologistes ou des insoumis, et a organisé une démonstration de force jeudi 11 juillet à l'occasion du passage du Tour de France dans son fief du Lot-et-Garonne.

La bourgeoisie de droite et d'extrême droite n'a aucun problème à nier les principes « républicains » et « démocratiques » qu'elle utilise d'habitude pour justifier ses privilèges

**Ce qu'il se passe est stupéfiant, mais c'est une leçon pour la suite. La bourgeoisie de droite et d'extrême droite n'a aucun problème à nier les principes « républicains » et « démocratiques » qu'elle utilise d'habitude pour justifier ses privilèges, et à tenir des propos ouvertement factieux depuis ses salons dorés.**

Notre camp a été beaucoup trop sage, légaliste et polis depuis des décennies

**La prochaine fois que vous verrez ces gens parler de « bordélisation » pour un discours trop franc ou un drapeau palestinien à l'Assemblée, rappelez vous que les mêmes n'ont aucun scrupule à bafouer leurs propres institutions si c'est dans leur intérêt. Notre camp a été beaucoup trop sage, légaliste et polis depuis des décennies.**



Législatives en démocrature : la 5e république permet le coup d'Etat institutionnel et la dictature, Macron ne s'en prive pas

## MACRON RÉÉCRIT LE RÉEL EN DIRECT

Quelques jours avant le second tour des législatives, Macron confiait à plusieurs membres de son entourage son intention de nommer Jordan Bardella Premier Ministre même si le RN arrivait en tête sans obtenir de majorité absolue. Macron exprimait ainsi publiquement sa volonté de gouverner avec l'extrême droite, alors qu'ils n'en avait pas l'obligation.

Macron voulait nommer Jordan Bardella Premier Ministre même si le RN arrivait en tête sans obtenir de majorité absolue

Grâce à une intense mobilisation qui a déjoué tous les pronostics, c'est le Front Populaire qui est arrivé en tête, et le RN en troisième position. Voyant que son plan s'effondrait, Macron a boudé, il est resté silencieux pendant trois jours. Ce mercredi, il vient d'envoyer à la presse une lettre délirante, expliquant que « personne ne l'a emporté » lors de ces élections. La gauche, c'est personne. Il piétine ainsi la première force politique du Parlement et plus de 9 millions d'électeurs.

**Le macronisme est un trumpisme, une réécriture permanente du réel par un récit alternatif, et ce depuis des années.**

En 2019, alors que des milliers de vidéos montraient des violences policières abominables, il s'exclamait : « ne parlez pas de violences policières, c'est inacceptable ».

Deux ans plus tard, il promettait qu'il n'y aurait pas de Pass sanitaire, avant de l'imposer de la manière la plus brutale qui soit. Puis, au moment des présidentielles de 2022, qu'il ne toucherait pas aux retraites, avant de les attaquer violemment contre l'avis de l'écrasante majorité de la population. Il y a encore quelques semaines, il prenait la défense de Gérard Depardieu accusé de viols, qui avait tenu des propos pédocriminels face caméra, avant d'assurer qu'il ne l'avait jamais défendu peu après.

**Macron se moque du réel, des faits et de la vérité. C'est un enfant capricieux, un autocrate forcené. Et un forcené, ça se déloge.**



(posts de Contre Attaque)



Législatives en démocrature : la 5e république permet le coup d'Etat institutionnel et la dictature, Macron ne s'en prive pas

## DIVERS



- Plusieurs syndicats et d'autres composantes de gauche appellent à grève et manifestation le 18 juin, jour de rentrée de la nouvelle Assemblée
- [CNews sanctionnée pour des propos climatosceptiques](#)
- [Gabriel Attal se dépêche de passer des décrets anti-écologiques](#) - Depuis les législatives, le gouvernement Attal s'empresse de publier des décrets simplifiant les implantations d'usines en France, au nom de la loi Industrie verte. (...) Ainsi, ce n'est pas un projet industriel, ni 2 ou 3, mais 5 qui viennent d'être qualifiés « de projets d'intérêt national majeur »
- [63 % des Français seraient favorables à une nouvelle Constitution](#) : Selon un sondage Ifop pour Politis, une majorité de la population voudrait engager un processus constituant qui consisterait à donner le pouvoir aux Français et Françaises d'écrire une nouvelle Constitution. Seuls les Français proches de Renaissance se montrent clairement en désaccord, révèle l'hebdomadaire.
- [De nos jardins, nous pouvons aussi combattre l'extrême droite](#) - Notre chroniqueuse Marie Astier appelle à reconstruire dans les terres rurales un discours à opposer au RN. Et se prend à rêver : et si on partait du jardin pour « contrebalancer l'extrême droite » ?
- [Comment sortir de la crise politique grâce à de nouveaux modèles démocratiques](#) - Une Assemblée fragmentée, un pays divisé, des partis sans majorité... Face à l'impasse actuelle, les politiques pourraient plutôt

miser sur la démocratie participative en redonnant du pouvoir aux citoyens.

- [N'y a-t-il rien à célébrer ?](#) - Il n'y avait rien à célébrer ce dimanche 7 juillet ? vraiment ?



Législatives en démocratie : la 5e république permet le coup d'Etat institutionnel et la dictature, Macron ne s'en prive pas

## Conquête de l'électorat populaire : que penser de la stratégie Ruffin ?

### ► [Conquête de l'électorat populaire : que penser de la stratégie Ruffin ?](#)

La période que nous avons vécue a semblé accélérer l'histoire et servir de clarificateur à certains endroits. Parmi tous les événements qui se sont succédé, l'un d'entre eux n'est pas passé inaperçu dans le monde militant et médiatique : l'annonce fracassante de François Ruffin de sa rupture avec la France Insoumise et Jean-Luc Mélenchon. Cette rupture, bien qu'aussi motivée par des ambitions personnelles, est révélatrice de fractures idéologiques et stratégiques à gauche. Ruffin lui-même demande à ce que ses thèses soient discutées et créent du débat. Alors regardons-y de plus près.

(...)

Des critiques constructives peuvent aider à faire progresser notre camp, cela a d'ailleurs souvent été le cas par le passé.

(...)

La droite et l'extrême droite ont construit depuis des mois un narratif où le danger en France serait "l'extrême gauche" incarnée par Jean-Luc Mélenchon, et que ce danger surpasserait celui de l'extrême droite. Il faudrait donc "faire barrage" à la gauche, peu importe avec qui.

L'électorat de gauche et même une partie de l'électorat centriste n'a pas suivi ce discours et c'est ce qui a permis la défaite du Rassemblement National.

On voit le premier problème. Jean-Luc Mélenchon n'est pas au pouvoir. C'est Emmanuel Macron : c'est lui qui martyrise les Français depuis près d'une décennie (si l'on compte, et on doit le faire, ses années Hollande). Emmanuel Macron avec qui, cela a été documenté et ce malgré une opposition frontale de façade, François Ruffin est en réalité en excellents termes :

(...)

Ainsi en décidant de taper sur Jean-Luc Mélenchon plutôt que de se concentrer sur le RN ou Macron, Ruffin valide une lecture extrêmement droitière où le danger serait bien..."l'extrême gauche". Il participe, de facto, à une campagne intense qui a favorisé la montée de l'extrême droite, en dépit du réel : la possible arrivée du RN au pouvoir et la politique dominée par les macronistes.

(...)

Or, Ruffin n'est pas très intéressé par cette question, qu'il ne comprend pas, ne connaît pas ou fait semblant de ne pas connaître. Pour lui, comme pour beaucoup de gens, la question palestinienne semble être une question lointaine, un conflit moyen-oriental entre "juifs et arabes" qu'il ne faudrait pas importer en France. Il passe donc à côté, ou fait mine, de ne pas voir que ce conflit concerne la France tout simplement parce que la France est un

soutien actif du gouvernement israélien et du massacre qu'il commet, et parce que cette question est instrumentalisée par la classe dominante à la fois pour justifier d'un racisme anti-arabes fanatique et pour réprimer la gauche de rupture.

(...)

Le constat est violent : Ruffin est prêt à épouser la rhétorique d'extrême droite et la rhétorique pro-israélienne pour nuire à la France Insoumise si cela lui permet d'être élu.

C'est un renoncement grave : faire campagne sur le dos des Palestiniens est un signe de lâcheté politique qui fait mal à voir. N'y a-t'il pas des limites morales à ne pas dépasser pour ne pas perdre son poste d'élu ?

(...)

Politiquement cela se traduit de manière très concrète. Ruffin se fait un défenseur régulier du petit patronat, proposant par exemple aux jeunes précaires de dormir en camping l'été pour satisfaire le besoin de main d'oeuvre à exploiter par les restaurateurs...

Il s'est également illustré dans sa défense du patronat de gauche maltraitant. Dans un article de Fakir, il défendait ardemment Daniel Mermet, patron de La-Bas si J'y suis, depuis condamné pour harcèlement moral, après une grève qui avait mobilisé 10 sur 12 de ses salariés.

Peut être encore plus grave, François Ruffin semble voir l'antiracisme et les questions LGBT comme des diviseurs, comme des sujets secondaires.

C'est ainsi qu'après un attentat islamophobe, une marche contre le racisme anti-musulmans avait été organisée. Ruffin s'était empressé de dire qu'il n'irait pas car il préférerait aller au foot.

Fakir, le journal de Ruffin, peu connu du grand public, publie régulièrement des textes extrêmement douteux, voire franchement abjectes. L'un d'entre eux témoignait par exemple d'une envie de meurtre d'Aya Nakamura, jeune chanteuse noire franco-malienne rencontrant un succès phénoménal et haït de la fachosphère en raison de son assurance et de son existence même dans l'espace publique.

(...)

Tout d'abord Ruffin n'a pas exclu l'option de gouverner avec les macronistes et la droite, dans un gouvernement de coalition, comparant très abusivement la situation avec celle de l'après Seconde guerre mondiale (interrogé à ce propos sur RMC celui-ci avait déclaré "Il y a eu des grands moments dans notre histoire qui se sont faits avec cette coalition, notamment on peut penser [...] à la Libération, où des communistes aux gaullistes il y avait un gouvernement commun »). On voterait pour une politique de rupture avec le NFP et on aurait une grande coalition macroniste pour que Ruffin soit ministre ? C'est ce type de manoeuvres qui dégoûte les gens de la politique...

(...)

**Dans celui-ci, Ruffin posait tout sourire dans sa cuisine avec Jean-Luc Mélenchon. D'un côté Ruffin tente de séduire "les quartiers populaires" en se mettant en scène avec Mélenchon, de l'autre il tente de draguer l'électorat bourgeois en crachant sur ce dernier.**

Celui-ci devrait pourtant le savoir : il n'y a rien de plus exaspérant que des politiciens qui changent d'avis du jour au lendemain, font ou disent le contraire de ce qu'ils disaient la veille, en fonction de ce qu'ils considèrent être leur intérêt électoral.

(...)

Ce faisant, il fait une double erreur. Tout d'abord il y a toujours eu des ouvriers de droite. Il y en a plus qu'avant et ceux-là passent à l'extrême droite. Mais il y a aussi toujours beaucoup d'ouvriers de gauche - Mélenchon a convaincu 27% des ouvriers qui votent en 2022 - et beaucoup d'ouvriers qui refusent de se positionner politiquement (et s'abstiennent). Or le rôle d'une gauche de rupture n'est pas d'épouser les idéologies à l'oeuvre dans les classes populaires (par nature diverses) mais de recréer de la conscience de classe. Pour être clair : on ne flatte pas les affects réactionnaires par peur d'être minoritaire. Si la gauche gagne parce qu'elle se droitise, alors elle n'est plus la gauche.

(...)

Être de gauche décomplexée ce n'est pas rester dans son safe space social (entre soi) et parler sa propre langue. C'est aller vers les autres mais en assumant pleinement ses convictions. C'est possible de parler de sexisme à des syndicalistes de plus de 50 ans, ça marche (je le fais depuis 5 ans), c'est possible de parler de racisme au milieu de petits commerçants. Il suffit d'être clair, tranquille et de ne pas avoir la gauche honteuse comme Ruffin l'a, hélas.

(...)

On reproche beaucoup à Jean-Luc Mélenchon sa mégalomanie. Les considérations psychologiques et égotiques de tel ou tel politicien ne nous intéressent pas beaucoup à Frustration : là n'est jamais l'essentiel. À tort ou à raison, Jean-Luc Mélenchon et la France Insoumise incarnent une gauche de rupture, de luttes de classes, antiraciste, et c'est à ce titre qu'ils sont attaqués. Il est toutefois parlant que cet axe - celui de l'égotisme - ne soit pas développé contre François Ruffin, pourtant pas le dernier pour se mettre en scène chaque fois qu'il le peut. Le film qui l'a rendu célèbre, Merci Patron, est d'ailleurs entièrement tourné autour de lui-même, héros des classes populaires. Ici l'égo-trip devient un problème politique pour notre camp social quand Ruffin prend le moment d'une possible victoire de l'extrême droite pour régler ses comptes personnels et la voit comme une opportunité pour sa carrière politique, pour se positionner pour 2027 en tentant de nuire à ceux qu'ils considèrent comme des concurrents en pleine campagne réactionnaire. Le problème est d'autant plus profond quand celui-ci s'aligne politiquement sur la critique de droite de l'anti-racisme, divise artificiellement les classes populaires, et met en scène son alliance et son affinité avec toutes les forces politiques à l'origine du macronisme.